

INTERVENTO DEL SOTTOSEGRETARIO DI STATO
AL MINISTERO DELLE POLITICHE AGRICOLE ALIMENTARI E
FORESTALI

Onorevole Castiglione

ALLA RIUNIONE MINISTERIALE FAO SUI PREZZI IN AGRICOLTURA

Monsieur le Directeur Général, invités distingués, Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole lors de cette session du Comité. Je voudrais tout d'abord marquer le soutien du gouvernement italien aux activités de ce Comité et aux nombreuses initiatives qui auront lieu au cours des prochains jours.

Les différentes causes de la hausse des prix des denrées alimentaires sont désormais connues, y compris: le changement climatique, la spéculation financière sur les contrats à terme et sur les denrées alimentaires, la réduction des flux commerciaux en conséquence des restrictions aux importations.

Les consommateurs et les producteurs sont les premiers à être touchés par le phénomène de la volatilité des prix, car ils ne peuvent pas planifier leurs investissements à long terme, puisque l'instabilité du marché leur empêche d'évaluer la rentabilité.

En Italie aussi, nous subissons la propagation de ce phénomène. En fait, l'année dernière nous avons enregistré une hausse de 10% des prix des produits agricoles. Même notre Pays a subi les conséquences de la récente tourmente sur les marchés internationaux de produits agricoles. Cela donne un nouvel témoignage de la nature mondiale du phénomène.

L'augmentation incontrôlée des prix des denrées alimentaires a également un impact sur la faim et la malnutrition dans le monde. Pour toutes ces raisons, l'Italie partage énergiquement l'engagement de la communauté internationale dans la lutte contre ces phénomènes, dont le nombre malheureusement croît de plus en plus, en mettant en place toutes les mesures spécifiques nécessaires.

Il est important pour nous de maintenir un rôle actif dans le *Cadre Stratégique Mondial pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition* et de poursuivre les engagements

politiques internationaux, tels que le *Forum de Réaction Rapide* et d'intervenir dans deux les directions suivantes:

- 1) Une, typiquement réglementaire, avec un rôle important attribué aux institutions publiques, soit nationaux, soit extranationaux;
- 2) L'autre direction, basée sur l'action du marché et sur des mesures d'incitation et de moral suasion, visant à encourager le développement de nouvelles dynamiques liées au commerce des produits alimentaires.

Sur le premier point, nous croyons qu'il est nécessaire:

- Examiner les politiques sur les biocarburants, par exemple en décourageant et en limitant l'investissement démesuré dans ce domaine, qui soustrait des importantes extensions des terres arables à la production agricole.
- Régler l'activité financière sur les marchés alimentaires, en attribuant aux autorités nationales pouvoirs et responsabilités dans la régulation des mécanismes déformant des marchés alimentaires. Il est nécessaire assurer une plus grande transparence sur les marchés financiers afin qu'ils soient plus sécurisés et accessibles aux agriculteurs.
- Investir dans la prévention et la gestion des urgences environnementales, en soutenant la recherche et l'élaboration de plans et en promouvant tout effort pour améliorer les outils de gestion des risques en agriculture.
- Renforcer les services de base et stimuler les systèmes nationaux de protection sociale.

En ce qui concerne la dynamique du marché et de la moral suasion, il est recommandable de:

- Investir dans des productions locales et éviter les restrictions aux exportations, en ouvrant plus largement les marchés et en appliquant les règles de l'OMC. De l'autre côté, il faut aussi raccourcir la chaîne d'approvisionnement afin d'encourager la production locale, de réduire le coût des aliments et de diversifier les marchés.
- Parvenir à un accord sur les Investissements responsables en agriculture, qui doivent être approuvés au cours de 2014. Il faudrait assurer un soutien fort au partenariat public-privé aussi à travers l'utilisation de codes d'éthique comme moyen de régulation des marchés et une politique commune dans le domaine des réserves alimentaires mondiales;

- Apporter un soutien aux organisations internationales et à la société civile, comme c'est le cas, par exemple, des consultations tenues dans ce Comité, qui entraînent Associations et ONG.
- Soutenir les actions de la New Alliance, le mouvement né au sein du G8 comme un outil supplémentaire pour soutenir les mécanismes de consensus plus larges, telles que le CSA.
- Soutenir les petites et moyennes entreprises agricoles et l'agriculture familiale, dont notre pays est convaincu partisan et inspirateur, en raison de sa longue histoire d'agriculture de consortium;
- Encourager les cultures protéiques, comme se passe déjà, par exemple, dans le cas de l'*Agricultural Market Information System* pour le blé, le maïs, le riz et le soja. À cet égard, je signale que notre Pays s'est récemment engagé à poursuivre une coopération au niveau régional sur la soja et sur les cultures protéiques.
- Et enfin, nous devons confirmer l'engagement du G20 à Los Cabos mettant l'accent sur l'élimination des barrières pour des raisons humanitaires.

Je suis sûr que les discussions d'aujourd'hui apporteront des informations et des suggestions utiles pour prendre rapidement des décisions conjointes, dans une perspective de durabilité.